



**INTERVIEW** Pour Pierre Haroche, spécialiste de la sécurité européenne, les Européens doivent sans attendre assumer un nouveau rôle: la première ligne de dissuasion face à la Russie.

# «Les Européens doivent détruire l'impression que la route s'ouvre pour les Russes»

FRÉDÉRIC ROHART

**À** trois jours d'écart, deux images ont marqué l'Europe au fer. Sur la première: les présidents américain et russe s'entretenant de l'avenir de l'Ukraine, donc de la sécurité en Europe, en l'absence des Européens. Sur la seconde: les principaux dirigeants européens assis en éventail devant le bureau de Donald Trump. Elles arrivent trop tard pour illustrer le dernier livre de Pierre Haroche, dans lequel il raconte comment l'Europe s'est retrouvée «Dans la forge du monde» (publié chez Fayard): elle l'a longtemps façonné, mais désormais c'est «le monde qui fait l'Europe». Les deux images illustrent avec éclat la position délicate dans laquelle se trouve l'Europe, dépendante des États-Unis, pour lesquels elle n'est plus une priorité stratégique. Pour ce spécialiste de la sécurité européenne, professeur associé à l'Université catholique de Lille, les Européens doivent changer de braquet et assumer un nouveau rôle: une dissuasion de première ligne complète face à la Russie.

**Huit dirigeants européens dans le Bureau ovale, c'est inédit: que s'est-il joué, lundi, à la Maison-Blanche?**

La stratégie d'approche des Européens face à Donald Trump. Faut-il le flatter et lui donner des carottes en espérant le faire avancer dans le sens des Européens? Ou faut-il considérer que c'est peine perdue parce que ses objectifs fondamentaux ne vont pas dans le sens des Européens? Je pense que le débat est toujours en cours.

Depuis la dispute du Bureau ovale de février, on a vu que le rapprochement américain avec la Russie s'est ralenti, Trump a commencé à exprimer son exaspération vis-à-vis de Poutine et à parler de sanctions. Il y a eu une tentative européenne de considérer qu'il y a un pivot dans la position de Trump et qu'il faut l'accompagner en douceur. Mais on peut se demander si ce pivot n'est pas une forme de mise en scène, alors que le fondamental de Trump, c'est qu'il a envie de se rapprocher de la Russie. La perspective de relancer une coopération économique entre la Russie et les États-Unis semble bien plus stimuler l'imagination du président Trump que l'idée de prendre une attitude ferme pour arriver à la paix.

**Les Européens auraient tort de miser sur un pivot pro-européen de Trump?**

Avant l'Alaska, il y a eu un sommet préparatoire en ligne avec les Européens: Emmanuel Macron a fait le constat qu'Européens et Américains étaient sur la même longueur d'onde, les

Américains ayant dit que leur objectif absolu était un cessez-le-feu. Résultat de l'Alaska: non seulement Trump ne parle plus de sanctions, mais il ne parle même plus de cessez-le-feu. On peut donc émettre de gros doutes sur le bon fonctionnement de cette stratégie, qui donne l'impression qu'on encourage Trump, mais que, à la fin, il est le premier à abandonner les positions qu'on avait, prétendument, soigneusement consolidées avec lui après des mois.

Mais on peut avoir une deuxième interprétation de l'attitude des Européens: ils ne croient pas beaucoup à ce que Trump est en train de faire, parce qu'ils ne croient pas en Poutine. Ils n'ont pas d'espoir démesuré sur le fait que les efforts actuels aboutissent à quelque chose de concret, mais ils se disent: pour bien traiter avec Trump, il faut le prendre au sérieux, et ne pas être ceux qui font capoter la tentative.

**Cette séquence a-t-elle permis de clarifier la position des États-Unis? Donald Trump s'est dit prêt à contribuer aux garanties de sécurité...**

Pas fondamentalement: on reste dans le vague et la possibilité d'un double discours de la part des États-Unis. Trump a promis des sanctions maximales contre la Russie, il ne cesse de les repousser. Trump exigeait un cessez-le-feu avant toute chose, ce n'est plus l'objectif principal. À présent, le troisième espoir que les Américains agitent sous le nez des Européens est qu'ils vont participer aux garanties de sécurité...

**Cet engagement ne vous semble pas solide?**

On peut en douter. D'abord, Trump s'est empressé d'écartier la possibilité de mettre des troupes américaines en Ukraine, ce qui aurait évidemment été la formule la plus claire et la plus crédible. Ensuite, les Américains assurent avoir discuté de cet aspect avec les Russes. Or on sait que si les Russes veulent bien parler, sur le papier, de garanties de sécurité pour l'Ukraine, ils ne les envisagent que comme des garanties données, collectivement, par le Conseil de sécurité des Nations unies: des garanties que la Russie peut donc paralyser.

C'est encore plus faible que le mémorandum de Budapest (garantisant l'intégrité territoriale de l'Ukraine, signé en 1994 par les États-Unis, le Royaume-Uni et la Russie, NDLR), qui était déjà vu comme l'exemple type de ce qu'il ne fallait pas reproduire parce que ça ne marchait pas. Là, au moins, les garants étaient autonomes: les Britanniques et les Américains auraient très bien pu intervenir en vertu de ce mémorandum pour préserver l'intégrité de l'Ukraine. Si c'est ça que les Américains entendent quand ils parlent de garanties de sécurité, ce n'est pas un progrès: c'est une régression. Ça voudrait dire qu'ils s'alignent sur une position russe qui n'est pas du tout protectrice.

**Au moment où les États-Unis cherchent à obtenir un accord rapide, les concessions à faire de part et d'autre pour y parvenir vous semblent-elles claires?**

D'abord il n'est pas dit qu'on arrivera à un accord. Il est possible que, comme pendant la

**«On reste dans le vague et la possibilité d'un double discours de la part des États-Unis.»**

**«Si les Européens pouvaient avoir une position claire et consolidée sur ce qu'ils sont déterminés à mettre en place dans les conditions d'un cessez-le-feu, ça serait déjà pas mal.»**

**«On encourage bien plus les Américains en disant 'on y ira quoi qu'il arrive' qu'en leur disant 'tout dépend de vous'.»**

guerre froide, on arrive à une situation qui se stabilise de fait, mais sur des piliers qui ne sont pas du tout mutuellement reconnus. In fine, ce qui prime, ce sont les situations de fait.

Les Ukrainiens en sont arrivés à l'idée qu'ils étaient prêts à un cessez-le-feu sur la ligne de contact. C'est une conséquence de Trump: ils n'ont plus d'espoir, à échéance proche, d'avoir les moyens de faire bouger sensiblement cette ligne en leur faveur. En revanche, ils ne sont pas prêts à accepter une ligne de cessez-le-feu qui requerrait un retrait volontaire de positions fortifiées, et les Européens les soutiennent là-dessus. Heureusement: le faire enverrait le signal qu'on surestime la capacité militaire russe au point de se dire qu'il vaut mieux lâcher des territoires gratuitement.

L'autre élément clé, ce sont les garanties de sécurité avec des troupes européennes au sol: refuser un système qui donnerait un droit de veto à la Russie sur ce qu'il se passe sur le territoire de l'Ukraine libre. Avant même de se poser la question de la crédibilité des garanties de sécurité, il faut avoir des troupes au sol pour montrer qu'on peut le faire, poser une limite aux prétentions russes à réduire la souveraineté ukrainienne.

**La Russie s'y oppose: faut-il attendre un hypothétique accord de paix pour renforcer la présence militaire européenne en Ukraine?**

Pour l'instant, on parle de troupes vouées à garantir la stabilité future, qui n'ont donc pas vocation à participer au conflit actuel. L'idéal est qu'il y ait au moins un cessez-le-feu qui donne une fenêtre pour que ces troupes s'installent.

La difficulté, c'est que les Russes ont bien intégré cette équation: ils savent qu'ils n'ont qu'à dire qu'il n'y aura jamais de cessez-le-feu, et il n'y aura jamais de fenêtre pour que la situation puisse évoluer. Mais on n'en est pas à ce niveau de la réflexion: si les Européens pouvaient avoir une position claire et consolidée sur ce qu'ils sont déterminés à mettre en place dans les conditions d'un cessez-le-feu, ça serait déjà pas mal.

**Sur ce plan, les lignes vous semblent-elles bouger?**

Ce que les États-Unis évoquent comme garanties de sécurité est très flou et limité, mais cela présente l'avantage d'encourager l'attitude des Européens. Un filet de sécurité américain peut faciliter la dynamique intra-européenne. Même si je pense qu'Emmanuel Macron a eu raison de dire que si les Américains ne voulaient pas participer, ça ne devrait pas être un prétexte pour ne rien faire. On encourage bien plus les Américains en disant «on y ira quoi qu'il arrive» qu'en leur disant «tout dépend de vous».

**Un peu comme quand Israël a mis Trump devant le fait accompli en attaquant l'Iran?**

Exactement: il respecte plus la résolution et l'audace que la dépendance. Et, au-delà de cet aspect psychologique, les stratèges du Pentagone veulent se désengager d'Europe: si on leur dit que toute garantie de sécurité repose sur la



décision américaine d'y participer, ils se diront que tout finira par leur retomber sur les épaules. En revanche, si on leur dit qu'il y a un plan européen, qui a une colonne vertébrale, et qu'il leur suffit d'y apporter un soutien en deuxième ligne, les Américains peuvent y voir quelque chose d'intéressant: ils ne risquent pas d'être ceux qui font tout, et ils s'associent à quelque chose qui peut marcher.

**Alors que la Russie veut démilitariser l'Ukraine, la première des garanties de sécurité évoquée par les Européens, c'est une armée ukrainienne forte: à quel point est-ce un enjeu stratégique pour l'Europe?**

Le premier enjeu relève de la souveraineté de l'Ukraine: on refuse la thèse russe selon laquelle l'Ukraine doit avoir une armée limitée, une souveraineté limitée, une capacité d'alliance limitée. Elle doit avoir sa pleine capacité de se défendre, non seulement parce que l'inverse reviendrait à ouvrir un boulevard à la Russie, mais en plus: une Ukraine faible, neutralisée, serait une perte pour l'Europe.

Le fait qu'il y ait un cessez-le-feu en Ukraine libérerait des centaines de milliers de soldats russes. La Russie pourrait les redéployer et viser d'autres cibles. Dans un scénario où la Russie menacerait l'Estonie, par exemple, l'Europe serait beaucoup plus solide avec la garantie qu'en cas de problème, l'Ukraine – et ses 800.000 soldats – est capable de faire une contre-offensive au sud.

Ça, c'est l'avenir de l'autonomie stratégique. L'Europe avec les États-Unis, c'était crédible, mais on s'éloigne de ce paradigme. Est-ce que

## «Les garanties de sécurité, c'est en fait une alliance, à double sens.»

L'Europe sans les États-Unis est crédible? Pas sûr. Mais l'Europe incluant l'Ukraine, c'est beaucoup plus clair. Donc à mon sens, les garanties de sécurité, c'est en fait une alliance, à double sens. L'intérêt pour les Européens d'envoyer des troupes au sol, c'est aussi de faire entre Européens et Ukrainiens ce qu'on fait avec l'Otan: apprendre à se battre ensemble. L'intégration de l'Ukraine dans l'architecture de sécurité européenne est la meilleure condition de succès pour le projet d'autonomie stratégique.

**L'Otan n'est donc plus suffisamment dissuasive?**

Les États-Unis sont en seconde ligne, c'est beaucoup moins dissuasif, et ils ne seront pas forcément prêts à faire tous les sacrifices pour soutenir l'Europe. Dans le scénario que j'ai en tête, la Russie tente d'isoler un pays, monte en épingle un risque de génocide sur des populations russophones en Estonie par exemple, exige l'envoi de policiers russes sur place, etc. Face à ça, que diront les Américains aux Européens? De rester fermes et de ne rien lâcher? Ou de trouver un compromis avec les Russes, sur le mode «vous ne nous trainez pas dans une 3e guerre mondiale pour des histoires sur une petite région d'un petit pays qui ne sont pas essentielles pour nous»? C'est par ce biais que le manque de crédibilité de l'article V peut se manifester. De proche en proche, on en arrive à un délitement de la solidarité et une avancée des prétentions russes. Il faut donc une première ligne européenne solide. Les plans de l'Otan prévoient 100.000 soldats de l'Otan prêts à se battre au premier jour. Les Européens devraient

dire explicitement que ces soldats sont une première ligne solide composée d'Européens, qui n'est donc pas dépendante de l'engagement américain.

Ce qui encourage les Russes, c'est qu'aujourd'hui ils ne croient pas en nous. Ils se disent que le seul obstacle qu'il y avait devant eux en Europe, c'étaient les Américains; que les Américains sont en train de partir; qu'une fenêtre historique s'ouvre devant eux, que la route s'ouvre. C'est cette impression qu'il nous faut détruire. Dire qu'il y a une vraie mobilisation européenne pour que, même sans les États-Unis, la route soit fermée: ça peut rassurer les Américains, dissuader les Russes et consolider une défense européenne par les Européens, la seule qui soit crédible sur le long terme.

**Où en est-on?**

Je pense qu'on a les objectifs, mais pas les instruments. On va dépenser plus, mais ça reste des dépenses nationales qui posent beaucoup de problèmes, notamment de cohérence et de coût. La solution est financière et budgétaire, et devrait venir de l'Union européenne. L'idéal serait d'avoir une sorte de budget de défense commun, en tout cas pour couvrir les dépenses de consommables (munitions, obus, drones...), dont on a besoin en très grand nombre, très rapidement, et qui sont standardisés.

Il faut là des plans d'achat comme ceux qu'on a faits pour les vaccins contre le covid. C'est ce qui peut donner à l'effort européen l'efficacité, la rapidité et la cohérence nécessaires pour dire qu'on a une ligne de défense solide, qui ne peut être qu'un effort pensé de façon collective.

